

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 14 décembre 2023 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 387€ HT - (SAS) 193€ HT - (SASU) 138 € HT - (SNC) 214 € HT - (SARL) 144€ HT - (EURL) 121€ HT - (SOCIÉTÉ CIVIL) 216 € HT - (SCI) 185 € HT. Démission, nomination, cessation de fonction de CAC - Transfert du siège social - Changement de gérant - Modification de la date d'ouverture ou clôture de l'exercice social, de la date de commencement de l'activité et de la prorogation - reconstitution du capital : 106 € HT - Réduction du capital social - Nomination de l'AJ : 132€ HT - Changement de dénomination - Transformation de la forme sociale - Mouvements - Cessions d'actions - Résiliation du bail commercial : 193€ HT - Dissolution des sociétés civiles ou commerciales : 149€ HT - Clôture de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 108€ HT - Changement de patronyme : 56€ HT. Tarification au caractère (espace inclus) pour certaines modifications voir arrêté du 14 décembre 2023 : 60 (0,189€ HT) - 75/92/93/94 (0,232 € HT) - 91/77/78/95 (0,221€).

## LES MARCHÉS PUBLICS

Consultez aussi nos annonces sur  
<http://avisdemarches.leparisien.fr>

Marchés  
+ de 90 000 Euros

AVIS RECTIFICATIF

Identification de l'acheteur :

COMMUNE DE  
CHARTRETTES

SIRET : 21770096200012

Intitulé du marché : construction d'une école maternelle

Rectificatif :

La date limite de remise des offres fixée initialement au Lundi 29 janvier 2024 à 12 heures

est reportée au Vendredi 09 Février

2024 à 12 heures

Date d'envoi à la publication : Mercredi 17 janvier 2024

Marchés  
- de 90 000 EurosRoissy  
Pays de  
France  
AGGLOMÉRATION

AVIS DE PUBLICITE

AGGLOMERATION  
ROISSY PAYS DE  
FRANCEM. Pascal DOLL - Président  
6 BIS AVENUE CHARLES DE GAULLE  
95700 ROISSY-EN-FRANCE

Tél : 01 34 29 03 06

SIRET 20005565500019

Référence acheteur : 23117-118

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

**Objet : Maintenance préventive et corrective du matériel électroménager notamment pour les établissements du jeune enfant (EAJE)**

Procédure :

Procédure adaptée

Forme de la procédure :

Prestation divisée en lots : oui

Lot N° 01 - Maintenance préventive et corrective du matériel électroménager domestique notamment pour les établissements du jeune enfant

Lot N° 02 - Maintenance préventive et corrective du matériel électroménager professionnel et semi-professionnel des établissements du jeune enfant

**Critères d'attribution :**  
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération  
20% Délai d'intervention (urgent/non-urgent)

15% Organisation et méthodologie du soumissionnaire

15% Service après-vente

50% Prix des prestations

**Remise des offres : 09/02/24 à 12h00 au plus tard.****Envoi à la publication le : 17/01/2024**Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.roissypaysdefrance.fr/marches-publics>

## Avis divers

## VILLE DE COLLÉGIE

INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE  
D'ÉTUDE

Par délibération du Conseil Municipal n° 2024/001 en date du 18/01/2024, la ville de Collégien a mis en œuvre un périmètre d'étude, conformément aux articles L. 111-10 et R. 111-47 du Code de l'Urbanisme sur le secteur dit « des Artisans » délimité par la rue des artisans à l'ouest, la rue du commerce au nord, l'avenue Michel CHARTIER à l'est et le tissu pavillonnaire au sud.

L'étude permettra de :

- Intégrer le secteur de l'impasse des Métiers dans la stratégie de développement que les élus souhaitent mettre en œuvre pour un devenir harmonieux de leur commune sur la prochaine décennie

- Maîtriser le développement d'un site stratégique en centre-ville

- Inscrire le projet dans le cadre d'une politique d'équipement réfléchi et rationnelle

- Offrir un parcours résidentiel le plus complet possible

- Valoriser un secteur en mutation, en le reconnectant au centre-ville et en intégrant les problématiques circulations et stationnements

- Engager dans le cadre d'un projet d'ensemble des réflexions sur l'intégration des problématiques de développement durable

dans le projet (îlots de fraîcheur, énergies renouvelables, connexions avec les liaisons douces environnantes...)

Cette délibération est affichée pendant 1 mois et, au-delà, disponible pour information du public en Mairie.

Constitution  
de société

Par ASSP en date du 02/01/2024, il a été constitué une SASU dénommée :

## MG PLÂTRERIE

Siège social : 6 RUE DE CHARTREUSE 77320 MONTLIVET Capital : 1000 € Objet social : Placo et Plâtre Président : M MOIS Gheorge demeurant 6 RUE DE CHARTREUSE 77320 MONTLIVET élu pour une durée de 99 ans. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MEAUX.

Créances  
salariales

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 &amp; R.625-3, L.631-18 &amp; R.631-32, L.641-14 &amp; R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SASU STARK - 16 Place de Toscane - 77700 SERRIS - RCS 822 921 482 - Greffe n° 20231982.

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 &amp; R.625-3, L.631-18 &amp; R.631-32, L.641-14 &amp; R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SASU AMBRE - 23 Avenue Christian Doppler - 77700 BAILLY-ROMAINVILLIERS - RCS 847 976 537 - Greffe n° 20231778.

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 &amp; R.625-3, L.631-18 &amp; R.631-32, L.641-14 &amp; R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SASU DEMEURES DE LA MARNE - 94 Rue François Tesson - 77100 MEAUX - RCS 812 601 318 - Greffe n° 20231825.

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 &amp; R.625-3, L.631-18 &amp; R.631-32, L.641-14 &amp; R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SAS KD SERVICES - 1 Allée du Plateau - 77200 TORCY - RCS 809 791 353 - Greffe n° 20231011.

## Divers société

ELECTROCOMSAS au capital de 350000 € Siège social : INNOVSPACE II 18 RUE DE BERLIN 77144 Montévrain 381 389 279 RCS de Meaux L'AGO du 30/10/2023 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, PHILIPPE DESCROUET INVESTISSEMENTS, au capital de €, ayant son siège social 6 place de la Madeleine 75008 Paris, RCS pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Meaux. Radiation au RCS de Meaux

RECTIFICATIF

RECTIFICATIF à l'insertion parue dans LE PARISIEN du 18 janvier 2024, concernant la cession de fonds agricole par M. et Mme LENOIR au profit de la SCEA CLEMENT, en date du 29 décembre 2023. Il y a lieu de lire « jouissance à compter du 29/12/2023 » et non pas : » jouissance à compter du 29/12/2024 ».

MA SELECTION AUTOMOBILE  
SASU au capital de 400 000 €  
Siège social : 21 route de Paris, ZAC de la tête de Buis  
77340 PONTAULT COMBAULT  
RCS MELUN 883 495 046

En date du 08/01/2024, l'associé unique a décidé à compter du 08/01/2024 de nommer en qualité de président Monsieur RODRIGUES BARREIROS Cristovao Luis, demeurant 110 rue de Fontenay, 94303 VINCENNES CEDEX en remplacement de Madame LE NORGANT MICHON Joéva, pour cause de démission.

Modification au RCS MELUN.  
Joéva LE NORGANT MICHON

## Enquête publique

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA  
RÉVISION DU RÉGLEMENT LOCAL  
DE PUBLICITÉ DE LA  
COMMUNE DE NEMOURS

Par arrêté n° AG2024.04, en date du 08/01/2024, Mme le Maire de Nemours a

ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de révision du Règlement Local de Publicité de la commune, qui aura lieu pendant trente-deux jours consécutifs, du lundi 05 février 2024 à 8h30 au vendredi 08 mars 2024 à 17h00.

Afin de conduire cette enquête, le président du Tribunal Administratif de Melun, par décision du 28/12/2023, a désigné Madame Marie-Hélène SAINTE-LUCE, en qualité de commissaire enquêteur.

L'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique du projet de révision du RLP est consultable :

\* en version informatique sur le site internet de la collectivité à l'adresse suivante : <http://www.ville-nemours.fr> ;

\* en version papier au siège de la commune de Nemours, à l'accueil de l'Hôtel de Ville, 39 Rue du Docteur Chopy à Nemours, aux jours et heures habituels d'ouverture soit du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h15, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ainsi que le samedi de 8h30 à 12h00.

\* Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public, au siège de la commune de Nemours.

Pendant la durée de l'enquête, le public pour-

ra consigner ses observations et propositions :

\* sur les registres papiers d'enquête publique mis à sa disposition à l'accueil du siège de la commune de Nemours ;

\* par voie postale en adressant un courrier à l'attention du commissaire enquêteur au siège de l'enquête, à faire parvenir avant la fin de l'enquête publique ;

\* par courrier électronique à l'adresse suivante : [urbanisme@ville-nemours.fr](mailto:urbanisme@ville-nemours.fr).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public dans les locaux de la commune de Nemours, situés à l'Hôtel de Ville, 39 Rue du Docteur Chopy à Nemours pour recevoir leurs observations, lors des permanences suivantes :

\* le mardi 06 février 2024 de 09h00 à 12h00 ;

\* le mercredi 14 février 2024 de 13h30 à 17h15 ;

\* le mardi 27 février de 13h30 à 17h15 ;

\* le vendredi 08 mars 2024 de 13h30 à 17h00.

Au terme de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées remis par le commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public au siège de la commune de Nemours ainsi que sur son site internet (<http://www.ville-nemours.fr>) durant un an.

## Le Parisien

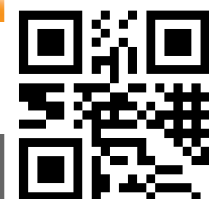
Publiez votre  
ANNONCE LÉGALE  
avec Le ParisienFormulaires  
certifiés pour une  
annonce conformeAttestation de parution  
pour le greffe immédiate  
et gratuite Paiement  
100% sécurisé Affichage  
en temps réelRendez-vous sur  
[leparisien.annonces-legales.fr](http://leparisien.annonces-legales.fr)

## ferrari publicité®

VENTES JUDICIAIRES  
IMMOBILIÈRES  
AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Ferrari&amp;Cie 7, Rue Sainte-Anne - 75001 Paris

Agence de Publicité Légale, Judiciaire, Institutionnelle et Formalités des sociétés

Contact : e.mail : [agence@ferrari.fr](mailto:agence@ferrari.fr) Tél. : 01 42 96 05 50 Toutes nos annonces sur : [www.ferrari.fr](http://www.ferrari.fr)Pour la publication de vos annonces légales et judiciaires Contactez-nous : [agence@ferrari.fr](mailto:agence@ferrari.fr) Tél. 01 42 96 05 50